

voir gouvernementale à une dictature aussi sanglante, aussi vile, que la dictature stalinienne, tant que celle-ci défend ce mode de propriété, l'Etat reste prolétarien et le devoir de tous les prolétaires est de le défendre.

A cela, on nous objecte que même lorsque le gouvernement hitlérien limite et diminue les bénéfices de la majorité des patrons allemands par mille lois, restrictions, directions, organisation, cela n'a rien de comparable avec les conditions de vie que Staline fait au prolétariat russe. Prolétariser les petits patrons n'a rien de comparable avec la déportation de millions d'ouvriers en Sibérie. C'est évident mais ne tient qu'aux différences de conditions qui ont été faites dans l'équilibre mondial, après le Traité de Versailles, à l'impérialisme allemand et à l'Union Soviétique.

Le premier a été aidé politiquement, militairement, financièrement, contre la révolution par l'impérialisme mondial. Sa force repose sur le deuxième appareil de production du monde. Des dizaines d'années de pouvoir lui ont forgé des milliers de défenseurs, de techniciens, de diplomates, de politiciens. L'Union soviétique doit appuyer son pouvoir sur une base matérielle faible, usée, arriérée, ruinée. Son existence date d'hier, ses serviteurs ne sont le plus souvent que des ennemis, ou au moins des adversaires ralliés de la veille. Ses cadres les plus dévoués viennent de subir une guerre, une révolution, une guerre civile acharnée où les meilleurs sont morts. Ses dirigeants pieusement conscients constituent une petite équipe portée au pouvoir par la montée révolutionnaire et qui sont bien vite incompris dès le premier reflux. Et surtout ce jeune et faible Etat ouvrier est isolé dans un entourage qui, non seulement ne l'aide pas, mais le combat avec acharnement.

Pour nos contradicteurs, un rapport de force peut amener la bourgeoisie dans l'impasse du fascisme mais son Etat reste bourgeois. Mais un rapport de force incomparablement plus défavorable ne peut amener une dégénérescence de l'Etat prolétarien. Pour eux, il ne peut exister que l'Etat ouvrier qui va immédiatement vers sa disparition dans le socialisme, ou par d'Etat ouvrier du tout. Ils vont même jusqu'à "théoriser" cette absence de toute capacité à analyser un processus dans ses conditions originales et dans sa marche contradictoire. Le délégué du R.K.D. déclare gravement : "La dictature du prolétariat et la bureaucratie sont deux forces sociales qui se contrarient et l'une ne peut l'emporter que grâce à la destruction de l'autre". Quant à T., il va même plus loin : "Qui contrôle possède" énonce-t-il.

Le marxisme juge du développement historique par le rapport des classes en lutte, il procède du développement de la technique ; sous chaque événement, il retrouve les intérêts fondamentaux en jeu. Pour nos deux anti-trotskyistes, la règle d'or se réduit aux deux phrases que nous venons de citer. Nous pensons que pour tout militant sérieux leurs savantes constructions seront jugées.

LES INTERETS HISTORIQUES DU PROLETARIAT

Avant de passer à l'analyse des conditions d'évolution de la dictature du prolétariat dans le rapport mondial des forces - dont un des aspects de l'équilibre général a consisté en la naissance de la bureaucratie soviétique et en la dégénérescence de l'Etat prolétarien - il nous faut revenir à notre affirmation préalable : "Dans le développement historique de la société moderne, tout Etat où la propriété privée des moyens de production n'existera plus, où elle aura fait place à la propriété étatisée, sera un Etat prolétarien. Il ne peut y avoir que l'Etat prolétarien qui repose sur cette forme de propriété étatisée".

Cela signifie que dans la marche historique du prolétariat - et avec lui de l'humanité toute entière - vers la satisfaction de ses intérêts fondamentaux, c'est-à-dire de sa disparition en tant que classe, une étape sera l'étatisation des moyens de production. Car ce n'est qu'à travers cette é-